



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024.07.19/896

Thème : STATIONNEMENT.

Objet : Prolongation de l'arrêté n° 2024.05.23/439 jusqu'au 15 octobre 2024.

Occupation du domaine public. Autorisation délivrée aux Ets Chalets Bayrou, afin de permettre la mise en place d'un échafaudage au 29 avenue du Général de Gaulle.

Le Maire de la ville de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.2,
- Vu la demande effectuée par les Chalets Bayrou le 15 mai 2024,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin de permettre le bon déroulement de travaux de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Occupation du domaine public. Autorisation délivrée aux Chalets Bayrou, afin de permettre la mise en place d'un échafaudage avenue du Général de Gaulle du 1^{er} janvier 2024 au 15 octobre 2024.

Le domaine public sera occupé sur une surface de 13m² par un échafaudage.

Article 2 : En cas de nécessité ou d'urgence, le véhicule devra être déplacé immédiatement. La sécurité des piétons ainsi que celle des personnes à mobilité réduite devront être constamment assurée par le pétitionnaire notamment par la mise en place d'un cheminement piétonnier sécurisé.

Article 3 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire par le pétitionnaire conformément aux textes en vigueur.

Article 4 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 6 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant de la Circonscription de la Sécurité Publique de Briançon,
- le responsable de la Police Municipale,
- les Services Techniques Communaux,
- Chalets Bayrou

Article 8 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours principal,
- la C.C.B
- la RMBS

Fait à Briançon, le 29 JUIL. 2024

René MICHEL



Le conseiller municipal délégué à la sécurité

Notifié le : 29 JUIL. 2024